

LA SOUFRIERE

un an après



L'HEURE DES BILANS

COMBAT OUVRIER

LIS ET FAIS CONNAITRE COMBAT OUVRIER

**mensuel trotskyste
pour la construction d'un parti révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
pour l'émancipation des peuples
de Martinique et Guadeloupe
pour la reconstruction de la IV^e Internationale**

Combat Ouvrier

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)

ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
- ordinaires 1 an : 12 F
- sous pli fermé 1 an : 15 F
ANTILLES :
- sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER :
écrire au journal

Tous versements de fonds
abonnements et soutiens
doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source

introduction



France-Antilles participe au conditionnement de la population

«Nous courons à la catastrophe», «le processus est irréversible», «la plus grande crise sismique jamais enregistrée», «le compte à rebours a commencé», «la Guadeloupe s'organise dans l'attente de l'éruption»...

Le dimanche 15 août 1976, toute la Guadeloupe vivait à l'heure de la Soufrière. En quelques heures des milliers de gens bousculés par l'appel pathétique du préfet et par les déclarations catastrophées du professeur Brousse se jetaient

sur les routes fuyant le danger. Et quel danger ! Brousse déclarait : «une énergie considérable s'est accumulée sous le dôme du volcan. Cette énergie correspond à une valeur de trente millions de tonnes de TNT, soit la valeur de plusieurs bombes atomiques».

Le mot «atomique» étant lâché, plus rien n'allait convaincre personne qu'une autre solution était possible au lieu de cette évacuation massive et de la paralysie totale de la région basse-terrienne. Toute la population de la Guadeloupe sera dès

lors conditionnée, prise en main par les moyens d'information, journaux et radios. Le préfet Aourousseau ne manquera pas une occasion de tracer de la situation un tableau de plus en plus pessimiste.

D'ailleurs personne, devant les déclarations péremptaires du professeur Brousse, ne pouvait imaginer un seul instant que toute cette orientation était fondée sur des données et des appréciations fausses.

L'espèce d'allégresse empreinte de fatalisme qui s'empare de la population à la veille des grands cataclysmes — telle lors des cyclones — a touché aussi les savants. La panique s'est emparé des cerveaux. Le professeur Brousse sera conduit, dans cette atmosphère, à faire des déclarations qu'il jugera lui-même inconsidérées par la suite, avouant qu'il s'était fait « piéger » par la presse !

Le conditionnement à grande échelle, orchestré par la Préfecture, le déclenchement du plan ORSEC N°2 entraîneront l'évacuation de plusieurs dizaines de milliers de « réfugiés ». Les uns se rendirent dans leur famille, d'autres n'eurent que la ressource de s'installer dans les écoles baptisées « centres d'hébergement » pour la circonstance.

Ce fut le début d'un long épisode qui allait terriblement bouleverser la vie des couches laborieuses concernées. Les souffrances et la misère décuplèrent, notamment pour les familles les plus démunies, dont le sort ne fut allégé, en grande partie, que grâce à la solidarité spontanée de la population.

Aujourd'hui tout semble rentrer dans l'ordre. Les « réfugiés » sont pour la plupart revenus dans leurs lieux de résidence habituels. Mais pourtant beaucoup n'oublieront pas que, après les avoir entraînés dans une affaire mal engagée, par incurie et mépris colonial du peuple de la Guadeloupe, par insouciance typique de

ceux qui dominent pour ceux qu'ils écrasent, les colonialistes, préfet en tête se sont finalement rendus coupables non pas d'une erreur, mais d'un forfait.

Ces semaines où des milliers de travailleurs, de pauvres gens ont vécu dans les pires conditions, bien souvent dans la peur de perdre même la petite case où ils abritent leur famille, ont mis en lumière les traits principaux du gouvernement colonialiste.

Les travailleurs, en particulier ceux qui ont réussi ou tenté de s'organiser dans les centres, ceux-là sauront qu'il est urgent de préserver l'avenir en se libérant de la tutelle rétrograde de ce pouvoir colonial qui, face à un problème d'une certaine importance, se révèle vain et inefficace.

Il est bon de revenir sur ce que furent ces semaines d'angoisse, de privation et de colère quelquefois.

Il faut au moins que ces épisodes vécus nous instruisent pour qu'à l'avenir les travailleurs de ce pays ne permettent pas au pouvoir colonial d'entraîner la population dans des aventures similaires provoquant cette fois des conséquences qui pourraient être plus graves que cette « fausse alerte » à propos de la Soufrière.

La meilleure garantie que nous puissions avoir d'être à l'abri du renouvellement de tels événements ce sera que les Antilles soient débarrassées de ceux qui les orchestrent au mépris de nos intérêts.

C'est d'abord et surtout de cette nécessité qu'il faut prendre conscience.

Nous devons nous préparer à nous gouverner nous-mêmes, à être maîtres de notre propre conduite face aux problèmes économiques, politiques ou face aux malheurs, catastrophes naturelles, maladies ou autre qui pourraient toucher notre collectivité.

premiers signes du réveil de la Soufrière

Dès les premiers signes du réveil de la Soufrière en mars et août, nous prenons position sur deux problèmes.

Nous affirmons :

- 1 - qu'il faut exiger une surveillance effective du volcan.
- 2 - que la population doit participer elle-même à l'organisation de sa propre sécurité.

la Soufrière se réveille

27 - 03 - 76

Combat Ouvrier
bi-hebdomadaire

La terre a tremblé dans la région de Saint-Claude. Il semble que le phénomène soit lié à une reprise d'activité volcanique de la Soufrière.

Les autorités en place affirment qu'elles ont pris des mesures pour surveiller de près l'évolution du phénomène. Ainsi des mesures de la température du sol aux abords du volcan sont faites. Il semble — aux dires de l'administration — qu'un personnel en nombre plus important que d'habitude travaille à l'étude du volcan.

Malgré tous ces propos rassurants, les habitants de la région de Saint-Claude-Basse-Terre, feraient bien de vérifier eux-mêmes si ces mesures de surveillance et d'études renforcées, ont été effectivement prises.

la Soufrière éviter l'affolement, oui ! mais comment ?

31 - 03 - 76

Combat Ouvrier
bi-hebdomadaire

Pour éviter la panique, en cas d'aggravation de l'activité du volcan, et pour organiser efficacement le déplacement de plusieurs milliers de personnes en quelques heures, il faudrait que dans la population même soient organisés à la fois des séances d'information complètement et clairement données et parallèlement des exercices préparatoires au déplacement de tous ces milliers de gens qui devront partir au cas où les choses deviendraient plus graves.

Mais dans toute cette affaire comme dans toutes celles où la sécurité de la population est en jeu, la question d'argent prend le pas sur toute autre considération.

Préparer la population à réagir d'une manière organisée cela risque de coûter cher. Cela risque pendant quelques heures par jour d'interrompre la production, et l'Etat et les entreprises seraient bien obligés d'en supporter les frais.

Mais il y a aussi une autre considération qui rend une telle démarche impossible pour les gouvernants, c'est la peur permanente de tout ce qui permet aux pauvres de s'organiser pour prendre en main leurs propres problèmes. Sait-on jamais ? D'ici

que cela leur donne l'idée de s'organiser ensuite pour autre chose, il pourrait bien n'y avoir qu'un pas à franchir. Cette seule peur suffit à dissuader le pouvoir de les associer aux mesures «anti-éruption».

insuffisante surveillance des volcans : une incurie qui peut devenir criminelle

07 - 04 - 76

Combat Ouvrier
mensuel
N° 60

Ainsi, nous l'avons appris en même temps que les auditeurs de la conférence de Presse de Tazieff, les services de surveillance du volcan sont sous-équipés. Nous avons aussi appris que ce fait a déjà été dénoncé depuis deux ans par le volcanologue Il affirme n'avoir reçu pour toute réponse à ses demandes que des promesses.

Vu l'importance de cette question, il est inadmissible qu'elle soit prise à la légère. Le préfet, à une question sur les moyens qu'il a mis à la disposition du Laboratoire de Physique du Globe répondit presque honteusement qu'on avait mis des moyens de locomotion à la disposition du responsable et un million d'anciens francs ! »

Il était bien temps !

Toujours est-il que maintenant il faut exiger que les mesures prises pour améliorer la surveillance du volcan soient rendues publiques et au cas où elles seraient insuffisantes, il faudra exiger que les dispositions en hommes et en matériel scientifique soient prises.

la population doit participer à l'organisation de la sécurité

De telles circonstances exigent discipline et ordre afin d'éviter des pertes en vies humaines et des souffrances inutiles. Seule la prise en main par la population elle-même, de sa propre sécurité, peut assurer cela. En effet, beaucoup de travailleurs ont la tradition des actions organisées et peuvent servir à encadrer l'ensemble de la population. Un plan d'organisation des déplacements de population et de leur accueil, plan décidé à l'avance et pas au dernier moment, devrait faire appel à la mobilisation de tous.

Pour l'avenir, il s'agira que les travailleurs, en cas de reprise d'activité du volcan s'occupent eux-mêmes de l'organisation et de la sécurité de la population. La légèreté avec laquelle la préfecture coloniale a pris en main le problème n'augure rien de bon pour les pauvres dans les cas de ce genre (éruptions, cyclones). Nous vivons dans une région où cyclones, éruptions, tremblements de terre nous mettent périodiquement en alerte. Il faut apprendre à y faire face de la manière la plus efficace et la plus consciente.

une première mondiale : évacuation de 72 000 personnes

Dès que l'ordre d'évacuation fut donné une véritable campagne alarmiste avec tambour, cymbale, grosse caisse, fut menée sous la direction du maestro Aurousseau. Le secrétaire d'Etat aux D.O.M. - T.O.M. sa majesté STIRN, qui passait tranquillement des vacances en Malaisie dut en toute hâte faire voile vers la Guadeloupe venant ainsi au secours de son protégé. C'est à partir de ce moment que l'évacuation de 72 000 personnes fut transformée en « première mondiale avant un séisme » !

Voyons donc si l'organisation et le déroulement de cette évacuation justifiaient l'enthousiasme du ministre des colonies.

Dès les premières manifestations sismiques de mars 1976, l'administration avait annoncé par la bouche du préfet Aurousseau qu'un plan ORSEC était mis sur pied.

On aurait pu penser qu'un tel plan prévoyait dans les détails toutes les mesures propres à une évacuation rapide et sans

danger de la population.

Mais loin s'en fallut. Rien ou presque n'avait été prévu dans ce sens. C'est le jour même de l'évacuation, alors qu'il fallait, paraît-il, quitter les lieux dangereux dans la journée du 15, que la préfecture lançait un appel désespéré à tous les propriétaires de transport en commun à se mettre à la disposition du public. Et comme il fallait s'y attendre dans ces conditions, hormis ceux de Basse-Terre même, il y en eut très peu qui acceptèrent de se rendre dans la région.

Quant aux autres moyens de transport, ils n'étaient guère plus nombreux. Les quelques rares bateaux présents par hasard dans le port de Basse-Terre suffisaient déjà à peine pour la seule évacuation des malades. En particulier, les nombreux véhicules militaires, ceux de l'armée et de la gendarmerie, n'ont pas été utilisés pour l'évacuation de la population. La participation des corps organisés dépendant directement de l'Etat a été très discrète, pour ne pas dire nulle.

Pourtant quand il s'agit d'opérations de guerre et de répression, l'Etat bourgeois sait agir vite et efficacement. Il sait trouver les moyens de transport, il sait tracer rapidement des routes et construire des ponts.

Pour ce qui est d'intervenir dans une affaire qui concerne la sauvegarde de la population, l'Etat s'est montré beaucoup moins zélé.

C'est ainsi, par exemple, que la route de dégagement de Basse-Terre-Vieux-Fort, prévue depuis longtemps, ne fonctionnait pas et n'est d'ailleurs toujours pas ouverte plusieurs mois après l'alerte !

En matière d'évacuation, tout comme en d'autres aspects de cette affaire, nous le verrons par la suite : l'administration coloniale ne s'est pas montrée à la hauteur des responsabilités qu'elle prétendait être

seule à exercer.

Or il était possible de faire beaucoup mieux. Il était possible d'associer tous les intéressés — la population, les élus locaux, les transporteurs et les scientifiques — à l'élaboration du plan ORSEC et d'obtenir leur adhésion aux mesures nécessaires. On aurait pu ainsi, sans heurts, réquisitionner pour l'évacuation, l'ensemble des moyens de transport civils et militaires.

Il était possible d'organiser dans les moindres détails cette évacuation en indiquant notamment par avance à chaque transporteur la commune ou le hameau à desservir ainsi que l'itinéraire à suivre.

Pour avoir élaboré seul le plan ORSEC, pour en avoir écarté la population et même, les élus, le préfet Aurousseau a provoqué une évacuation dans le désordre et l'anarchie.

la population s'évacue d'elle-même ...sans panique !



L'évacuation...

Le résultat de cette absence de plan d'évacuation c'est que la population va quitter par ses propres moyens la zone menacée par l'éruption.

C'est ainsi que des centaines de familles vont prendre la route en direction de la zone d'accueil dans la pagaille.

Des bouchons interminables vont se former depuis la ville de Basse-Terre jusqu'à Petit Bourg. Certains mettront plusieurs heures pour effectuer une dizaine de kilomètres. Dans ces conditions, le pire n'a été évité que grâce au sang-froid dont la population a su faire preuve. Ce qui est remarquable étant donné l'ampleur du danger dont on la menaçait.

Ceux qui ne possédaient pas de voitu-

res et ne pouvaient pas non plus en louer, durent dans la plupart des cas partir à pied et attendre que des particuliers veuillent bien les prendre en passant.

C'est ainsi que des familles entières se rencontraient depuis Saint-Claude et tout le long de la route conduisant à Pointe-à-Pitre, transportant comme elles le pouvaient les quelques rares bagages qu'elles avaient eu le temps d'emporter.

En définitive, cette évacuation coûta beaucoup plus à la population qu'aux pouvoirs publics, tant au point de vue financier qu'au point de vue moral.

L'administration aurait souhaité ne pas dépenser un sou pour l'évacuation, qu'elle ne s'y serait pas prise autrement.

l'accueil aussi fut lamentable

Donc, du jour au lendemain 72 000 personnes se réfugièrent dans les communes avoisinantes de la côte Sous-le-Vent et en Grande-Terre. Certains louèrent une maison, d'autres trouvèrent refuge chez l'habitant et c'est finalement bien 20 000 personnes qui furent entassées dans les écoles. Pour ces réfugiés, c'était le commencement d'un véritable cauchemar, qui allait durer plus de trois mois pour la plupart. Car arrivés dans ces centres, ils purent constater que l'administration n'avait rien prévu pour les recevoir. Dans beaucoup de centres —cas de Gosier, Petit-Bourg notamment— il n'y avait pas de

lits, de sorte que les premiers jours, nombreux sont ceux qui ont dormi à même le sol. Bien souvent aucun service de restauration n'avait été mis en place. L'improvisation, conséquence de l'imprévoyance triomphait.

Ce ne sont pourtant ni le temps, ni les moyens qui avaient manqué à l'administration colonialiste pour organiser de manière rationnelle, et l'évacuation de la zone dangereuse, et le relogement des populations concernées dans des conditions décentes.

Dans le centre de réfugiés de Mare-Gaillard (Gosier)



En effet, depuis plus d'un an le nombre de séismes enregistrés était en nette augmentation. Il y avait déjà eu une première crise en mars, lorsque les secousses avaient été perçues par les habitants.

En juillet une partie de la population avait évacué d'elle-même la région de Basse-Terre, lorsqu'il y eut des projections de cendres. L'administration, le gouvernement étaient bien au courant de tout cela. Ils savaient qu'il y avait des risques d'éruption. Il savaient que des dispositions

devaient être prises au cas où il aurait été impossible pour la population de cohabiter avec le volcan en activité.

Pourtant rien n'avait été fait pour mettre sur pied les structures d'accueil nécessaires à l'hébergement de la population évacuée.

Là aussi, vantardise et mensonge servaient de couverture à l'incompétence. Aurousseau qui est maître en la matière était avantageusement relayé par son chef Stirn.

la vie dans les centres d'hébergement

La vie dans les centres d'hébergement allait encore prouver tout le mépris de l'administration coloniale vis-à-vis d'une population privée d'emploi, sans

ressources, réduite à l'état d'assistés, ne devant compter que sur la seule pitance servie, pour ne pas crever de faim.

couchage et alimentation

Les premières familles qui arrivèrent dans les communes durent parfois forcer les portes des écoles qu'elles trouvèrent fermées. Certaines familles furent obligées de dormir dehors, à la belle étoile, faute d'abri.

Dans certaines communes, des réfugiés furent généreusement accueillis durant quelques jours chez les particuliers. Il a parfois fallu attendre plusieurs jours pour que les repas soient servis et que les réfugiés interviennent auprès des municipalités.

Durant plusieurs semaines, les familles durent organiser le couchage avec les moyens du bord. Bébés, enfants, vieillards, infirmes, malades et adultes durent coucher sur les tables de classe ou à même le sol. Ceux qui avaient eu le temps de prendre des matelas ou des couvertures purent aménager un couchage plus confortable.

Bien souvent il y avait un lit pour quatre personnes.

Les cantines municipales furent mises au service des centres. Leur fonctionnement ne fut pas toujours bien organisé.

Dans certaines communes, les repas étaient bien organisés, préparés à la cuisine centrale du bourg puis répartis dans les différentes écoles.

Dans d'autres communes (à Saint-François par exemple) la répartition des repas était faite à n'importe quelle heure. A Mare-Gaillard, le petit déjeuner fut souvent servi à 11 h et le déjeuner à 15 h. Ce même repas du midi contenait la ration du soir. De nombreux écoliers n'avaient pas le temps de manger avant d'aller à l'école.

Quant aux rations alimentaires elles-mêmes, elles étaient nettement insuffisantes. Nombreux sont ceux qui ne mangeaient pas à leur faim.

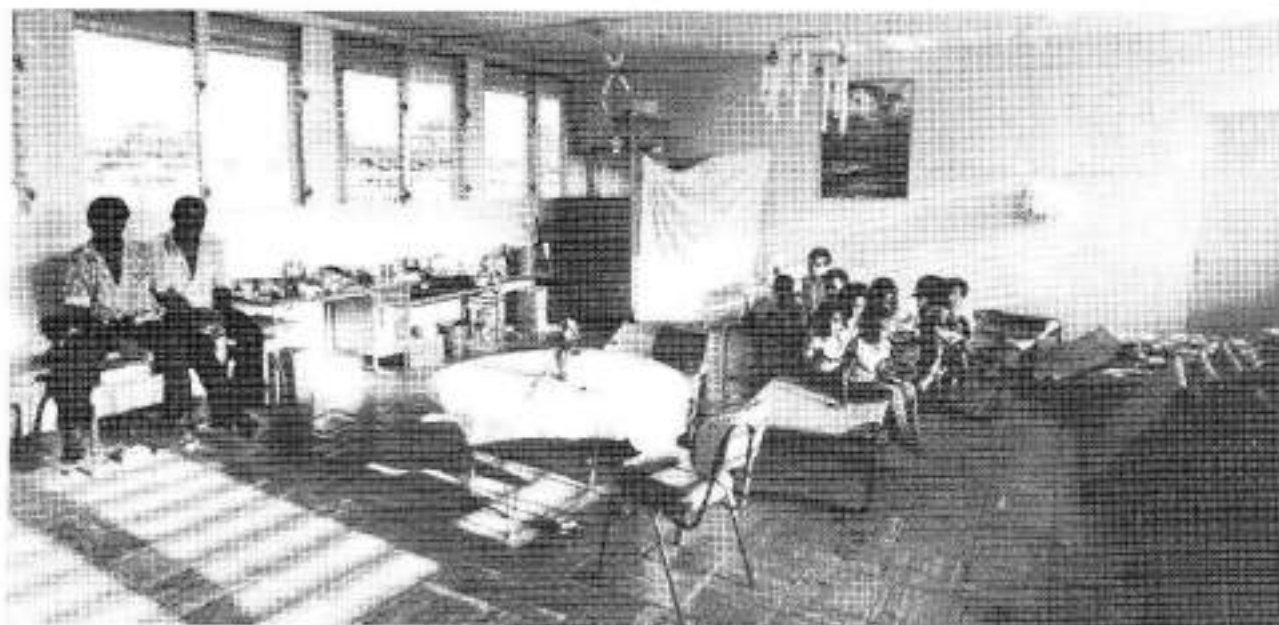
Le problème des repas a souvent créé le mécontentement dans les centres. Les

réfugiés s'en prenaient aux agents de la cantine, ce qui accentuait les conflits entre population d'accueil et population réfugiée.

Jusqu'à la veille du retour sur Basse-Terre, certains centres étaient carrément privés de nourriture, notamment le diman-

che. Cela traduisait l'impatience des communes à ne plus avoir à supporter financièrement cette charge alimentaire.

D'un autre côté le pouvoir colonial s'est servi de cette soi-disant aide alimentaire pour faire croire que la population avait été «largement nourrie par la mère patrie».



problèmes de santé et d'hygiène

Sanitaires inexistant, manque d'eau et de soins, installations électriques défectueuses eurent de graves conséquences sur l'ensemble de la population réfugiée.

Quelques exemples : au Lamentin, les réfugiés furent souvent privés d'eau, à Chazeau-Abymes, l'eau d'un vieil établissement scolaire était polluée. Les familles durent acheter de l'eau minérale. A Mare-Gaillard (Gosier) il existait un robinet et un WC pour une centaine de personnes.

Quant aux problèmes de santé, ils ont révélé les plus grandes carences de l'action médico-sociale en Guadeloupe. Les mesures d'urgence, en cas d'accident et de maladie ne pouvaient être prises faute d'un personnel médical et d'un matériel adéquat. Aucun contrôle médical systématique ne fut organisé, ce qui est inadmissible quand il y a des centaines de

personnes qui cohabitent dans la promiscuité et qui connaissent des problèmes d'hygiène graves.

Au Lamentin, un enfant eut le temps de mourir faute de transport immédiat. Toujours dans ce centre deux femmes accouchèrent à même le sol ne sachant où s'adresser pour se faire transporter à l'hôpital.

Les enfants habitués à la fraîcheur de Matouba - Papaye ou Saint - Claude étaient véritablement rongés par les moustiques, ce qui leur occasionnait des plaies sur tout le corps.

Voilà ce que fut «la première mondiale» d'O. Stirn ! Et pendant tout ce temps, la radio et la télévision nous intoxiquaient de déclarations sur les bienfaits de l'aide de la France.

solidarité! que de mensonges en ton nom

Le gouvernement, mais par la voix de l'inévitable Aurousseau et par celle du non moins fatal O. Stirn, n'a cessé de nous chanter sur tous les tons les bienfaits de la «solidarité nationale». Sans la France, à les en croire, nous serions restés au pied de la Soufrière, dans l'attente de la mort. En fait de solidarité, c'est au niveau du peuple guadeloupéen lui-même qu'elle s'est essentiellement exercée; le gouvernement prenant sans vergogne à son compte les effets de cette entraide spontanée.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: sur 72 000 personnes qui ont dû évacuer, environ 20 000 restaient au bout de quelques jours dans les camps de réfugiés. C'est-à-dire que les 2/3 des réfugiés se trouvaient chez l'habitant, avec tous les problèmes que cela comporte, pour une population dont le niveau de vie, en temps

normal, est déjà très bas. Certes, en principe, les repas pouvaient être pris dans les centres, mais bien souvent il fallait remplacer cette nourriture peu alléchante.

La solidarité s'est également exercée au niveau de certaines municipalités et des personnes bénévoles, des jeunes qui se sont présentés pour aider les réfugiés.

Certes, au bout d'un certain temps, on a pu voir dans la zone d'accueil apparaître des plaisanteries aussi stupides que méprisantes à propos du «magma» ou encore «ça sent le souffre» à l'égard des réfugiés.

Mais il reste que dans l'ensemble, la solidarité s'est largement manifestée au niveau de la population et que sans elle, l'insuffisance des mesures gouvernementales se serait révélée de façon plus cruciale encore.

notre position face à l'évacuation

En fin août, après l'évacuation, nous faisons le point.

Il faut remarquer, que nous critiquons l'évacuation uniquement du point de vue de son impréparation, et des conséquences sociales et économiques.

Nul ne pouvait imaginer à ce moment-là (nous écrivions avant le retour de Tazieff, le 29 août) que toutes les déclarations fracassantes de Brousse renforcées encore par l'attitude alarmiste du préfet Aourousseau, n'étaient que le fruit d'une panique absurde communiquée à toute l'administration par un professeur trop sûr de lui.

imprévoyance, incurie, carence de l'administration préfectorale

29 - 08 - 76

Combat Ouvrier
bi-hebdomadaire

Cela fait maintenant près d'une semaine que des milliers de gens s'entassent dans les écoles du nord de la Guadeloupe et de la Grande-Terre. Depuis le 15 août où fut lancé par l'administration l'ordre d'évacuation de la zone menacée par l'éruption de la Soufrière des milliers de gens, en majorité des travailleurs, des gens pauvres n'ayant pu se procurer des logements plus convenables ou se réfugier chez des parents ou des amis eux-mêmes surchargés de réfugiés vivent dans des conditions précaires.

Comme dans tous les cas semblables — catastrophe naturelle, séisme, cyclone, etc... — ce sont les pauvres, les plus démunis qui souffrent le plus des conséquences de ces catastrophes.

Le gouvernement français semble satisfait de la manière dont le transfert et l'accueil de la population de la région sinistrée se sont accomplis.

Ceux qui sont dans les centres de réfugiés, tous ceux qui ont quitté précipitamment leurs affaires, maisons, bêtes, etc... ne sont pas du même avis.

Leurs conditions de vie sont pour la plupart déplorables. Et si cela n'est pas plus grave ce n'est certes pas grâce à l'action de ce gouvernement. Mais bien grâce au dévouement et au sens de la solidarité de tous.

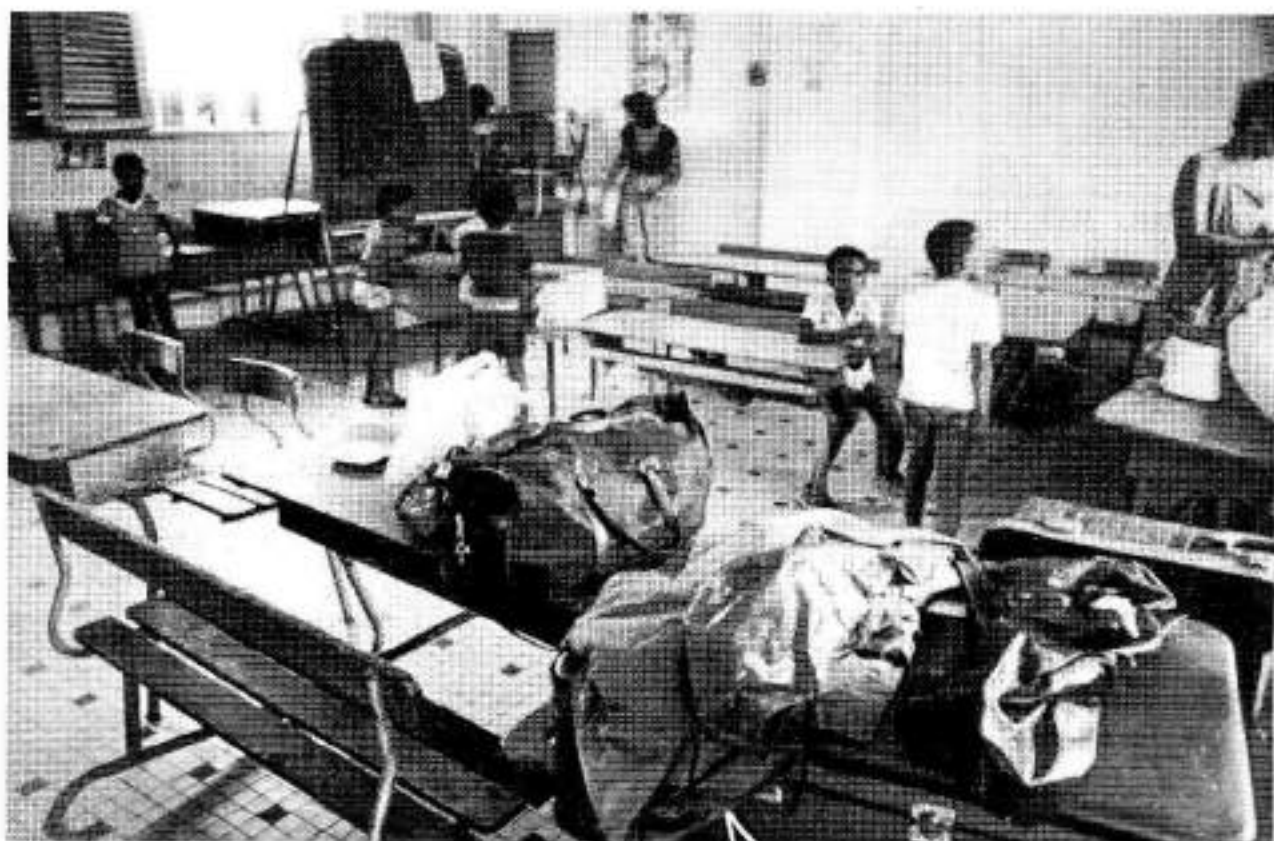
La responsabilité de la situation déplorable dans laquelle se trouvent des milliers de réfugiés incombe entièrement au gouvernement. Car il savait depuis plusieurs mois qu'il aurait été nécessaire d'évacuer la région de Basse-Terre en cas d'aggravation des manifestations volcaniques.

Le gouvernement a lui-même mis sur pied un soi-disant plan ORSEC. Plan qui finalement s'est borné le moment venu à donner l'ordre d'évacuation. Pour tout le reste, la population s'est débrouillée seule pour l'essentiel.

Là, comme en d'autres circonstances, Stirn parle beaucoup mais la réalité est différente de ce qu'il avance.

Pourtant le gouvernement avait du temps devant lui. Il ne l'a pas mis à profit pour prendre des dispositions nécessaires permettant une vie plus décente dans les centres d'accueil.

Pour ceux qui ont pu trouver des logements ailleurs que dans ces centres, il y a eu aussi des difficultés. Ils se sont vu réclamer bien souvent des sommes importantes pour avoir des logements auprès des sociétés immobilières. Alors que dans ces circonstances particulières, il aurait fallu mettre tous les logements disponibles à la disposition des réfugiés et cela sans condition.



En ce qui concerne les centres de réfugiés là aussi l'imprévoyance et l'incurie ont régné. Au moment où les réfugiés y sont arrivés il n'y avait bien souvent ni lits ni aucune organisation pour permettre la vie de centaines voire de milliers de gens pendant une période qui risque d'être longue.

Et au moment où nous écrivons, il manque encore de lits et de nourriture dans bien des centres. Monsieur Stirn qui parle au nom du gouvernement français est bien mal placé pour lancer des cocoricos triomphants sur la manière dont l'accueil a été organisé. Si la situation n'est pas pire c'est bien souvent grâce au dévouement des bénévoles, de jeunes et de certaines municipalités qui font tout pour améliorer les conditions de vie des réfugiés.

D'une façon générale pour tous les travailleurs la période actuelle est faite de nombreuses difficultés dont beaucoup auraient pu être évitées si l'administration coloniale avait fait preuve de prévoyance.

Les travailleurs, qu'ils soient ou non dans les centres de réfugiés, doivent s'organiser pour obliger l'administration à améliorer les conditions dans lesquelles ils vivent aujourd'hui. Cela d'autant plus que cette situation d'attente en face des menaces d'éruption risque de se prolonger pendant des semaines ou même des mois encore.

Les travailleurs ne doivent pas accepter de vivre dans des conditions où le confort le plus élémentaire n'existe pas. Ils doivent eux-mêmes prendre en main l'organisation de leurs centres. Ils doivent mettre à la tête de ces centres des réfugiés élus et responsables devant tous.

Pour faire face à la carence de l'administration il leur est possible de prendre des mesures énergiques pour disposer du matériel sanitaire, de l'eau, de la nourriture, des lits qui manquent. Il ne faut pas se contenter de demander à l'administration de prendre des dispositions pour réquisitionner le matériel qui est nécessaire. Et si l'administration refuse de prendre ces dispositions, eh bien ! il s'agira pour tous les travailleurs et tous les réfugiés de les prendre eux-mêmes.

la politique du gouvernement : impréparation et auto - satisfaction

01 - 09 - 76
Combat Ouvrier
bi-hebdomadaire

Face à la reprise d'activité de la Soufrière, le gouvernement a fait preuve d'imprévoyance. Il n'a pas préparé sérieusement l'évacuation de la région menacée. Des milliers de gens se sont alors jetés sur les routes, abandonnant toutes leurs affaires, certains (les paysans) n'ayant même pas le temps d'aller s'occuper de leurs animaux.

Le gouvernement ayant toujours refusé d'envisager sérieusement l'hypothèse d'un tel déplacement de population, n'avait pas préparé convenablement l'accueil des réfugiés. Si bien que c'est dans des conditions souvent désastreuses que des milliers de gens ont été logés et à peine nourris.

Or, ce gouvernement disposait de plusieurs mois avant l'alerte pour préparer une telle éventualité. Il a eu six mois pour lancer les constructions qu'il envisage seulement aujourd'hui. Il a eu six mois pour prévoir ne serait-ce que l'hébergement dans des conditions correctes, avec des lits en nombre suffisant, avec des conditions d'hygiène acceptables.

les travailleurs menacés par la catastrophe...économique !

03 - 09 - 76

Combat Ouvrier
bi-hebdomadaire

L'incertitude dans laquelle sont plongées les populations évacuées de la zone menacée par l'éruption de la Soufrière dure maintenant depuis plusieurs semaines.

Mais ce qui inquiète le plus les travailleurs originaires de la région de Basse-Terre, ce ne sont pas tant les mauvaises conditions dans lesquelles ils vivent maintenant que l'incertitude quant à ce qu'ils deviendront si cette situation devait se prolonger. Car du fait de l'impossibilité de vivre dans la zone menacée le nombre d'emplois offerts aux travailleurs a diminué considérablement. Or le chômage aussi bien en Grande-Terre qu'en Basse-Terre était déjà très important. Ce sont des milliers de travailleurs qui n'ont pour vivre que le toit des écoles et les repas servis dans ces centres d'accueil. Une telle situation devient de plus en plus intolérable et le gouvernement — la préfecture — ne prend aucune mesure sérieuse pour y faire face.

L'Etat préfère distribuer au compte-goutte une aide intéressée plutôt que de prendre des mesures énergiques qui permettraient aux travailleurs en chômage actuellement de trouver un emploi. Chaque jour le préfet fait quelques promesses d'assistance et parle de telle ou telle somme débloquée par le gouvernement. Ces sommes pour la plupart sont ridiculement faibles et ne permettent pas d'attaquer le problème essentiel qui est celui de l'emploi.

Le gouvernement se sert de la misère et de la détresse des travailleurs sans emploi pour faire sa politique, il veut montrer que si le gouvernement ne donnait pas à manger aux milliers de gens actuellement réfugiés, ceux-ci mourraient de faim. Il faudra ensuite crier «vive la France» ! C'est indécent ! Et c'est bien caractéristique de la politique colonialiste aux Antilles, politique faite de paternalisme et de bonhomie hypocrite. Le colonialisme veut faire des Antillais un peuple assisté et dépendant, sans aucune dignité.

Les travailleurs ne peuvent accepter qu'on les réduise à cet état de mendicité où leur vie et leur conscience seraient aux mains du gouvernement.

Pour faire face au manque d'emploi, il y a des mesures immédiates qu'il est possible de prendre.

Il est possible de mettre immédiatement à la disposition de centaines de travailleurs des centaines d'hectares de terres propres à la culture. Et non pas des terres en friche, des zones domaniales. Ces terres cultivables, elles existent et sont détenues indûment par les gros propriétaires de terres français et antillais. Il est possible de réquisitionner ces terres sans attendre et de les mettre à la disposition de ceux qui le désirent ; ainsi que le matériel technique qui lui aussi existe sur place mais est concentré aux mains de quelques richards.

Dans les autres secteurs il est possible de dégager rapidement des emplois en diminuant le nombre d'heures accomplies par ceux qui ont un emploi et qui le plus souvent travaillent plus de 40 heures par semaine. Et ceux-là ne devront pas faire les frais de cette diminution d'horaire. Ils devront conserver intégralement leur salaire. Mais dans les circonstances que nous vivons le travail disponible doit être réparti entre tous.

Il est aussi possible de créer des emplois en démarrant dans les plus brefs délais les chantiers de construction des logements d'accueil.

des comités de réfugiés pour sauvegarder notre dignité

Du jour au lendemain, des milliers de personnes se sont retrouvées sans foyer, sans travail. Il leur a fallu s'installer tant bien que mal, soit chez un parent ou un ami, soit dans les prétendus «centres d'hébergements». Qui donc, à ce moment, pouvait prendre leurs problèmes en considération ?

Il n'était naturellement pas question de se fier à l'administration coloniale. Tous les jours, ils pouvaient éprouver ce que valaient ses promesses et ses belles paroles. Les élus ? Dans tout ce remue-ménage, on ne les voyait guère. Ils se contentaient de faire marcher les «centres» avec les maigres moyens mis à

leur disposition par la préfecture. Quand certains d'entre eux ont eu l'occasion de parler à la population —à la radio-télévision— ce fut pour servir de faire-valoir au préfet.

Dans de telles conditions, la prise en charge par les «réfugiés» eux-mêmes de la défense de leurs intérêts était plus urgente que jamais. Il était dès ce moment évident que les gros propriétaires de banane, les gros commerçants, les propriétaires de clinique trouveraient toujours les moyens de se «débrouiller». Mais la population des camps de réfugiés ne pouvait compter que sur elle-même.

Une organisation était nécessaire pour défendre les intérêts des réfugiés face à l'administration et aussi pour discuter avec les municipalités où les centres étaient implantés pour organiser la collectivité ainsi créée. Mais cette organisation pour être démocratique et efficace, devait prendre naissance à l'intérieur même des centres.

Des centaines de personnes se trouvaient du jour au lendemain contraintes de vivre ensemble dans des locaux non adaptés. Beaucoup n'étaient pas habitués à une vie commune. Les problèmes du nettoyage, de l'hygiène, de l'entraide, du renforcement des liens entre les réfugiés

étaient à l'ordre du jour. Seul un organisme démocratique comme le comité, avec des représentants élus des réfugiés eux-mêmes en assemblée générale pouvait mener à bien cette tâche. Partout où des comités ont vu le jour, les réfugiés se sont sentis plus forts face à l'administration coloniale et ont mené des actions souvent couronnées de succès, au lieu de subir passivement leur sort. Les centres où les réfugiés se sont organisés furent aussi les seuls à ne pas être atteints par la démoralisation.

Les comités ont permis aux réfugiés de sauvegarder leur dignité. Ce ne fut pas là leur moindre succès.

le comité unitaire de soutien aux réfugiés

La création de ce «comité unitaire» fut une réponse à la vaste propagande du pouvoir colonial, qui manifestement tenta de profiter de la situation créée par les menaces d'éruption de la Soufrière, pour orchestrer une véritable campagne politique favorable au maintien du statut actuel de la Guadeloupe. Le comité unitaire de soutien aux réfugiés se constituait le 24 août.

Il regroupait :

- pour les syndicats : le SPECOG (commerce), la CGT, la FTG (bâtiment), la FEN (enseignement) et le SIPAG (enseignement).
- pour les organisations politiques : le GRS et COMBAT OUVRIER. Le PCG qui avait été invité refusa d'y participer.

Notons également que le SIPAG qui avait accepté de faire partie du comité, devait par la suite le quitter du fait de la présence de la FEN.

les manifestations du comité

Le comité organisa une conférence de presse le 6 septembre et deux conférences publiques dans les communes de Pointe-Noire et de Baie-Mahaut. Il publia sous forme de tract une déclaration générale

sur la situation créée par l'évacuation et un second tract sur les problèmes de la rentrée scolaire dans lequel le comité mettait en lumière l'imprévoyance et l'irresponsabilité du pouvoir colonial.



La solidarité s'organise...

halte à l'intimidation policière au centre de réfugiés du Lamentin

17 - 11 - 76

Combat Ouvrier
mensuel
N° 68
commente
un tract
du comité
de soutien

Le tract dénonce également les «mauvaises conditions» de travail (heures supplémentaires, salaires en retard que connaissent les agents de la cuisine (...) débordés et mal payés. Les mauvaises conditions imposées par l'administration sont responsables de heurts entre agents et réfugiés et le Comité propose des solutions :

«Exiger que du personnel supplémentaire soit embauché. Ce ne sont pas les chômeurs qui manquent dans la région du Lamentin ! Et si les agents veulent bénéficier des fêtes chômées, il est possible que les réfugiés préparent eux-mêmes les repas. Certains d'entre-eux servaient les repas dans les cantines de Basse-Terre.»

«L'administration évite soigneusement d'appliquer ces solutions. Ce qu'elle cherche en réalité c'est réduire au maximum tous les frais qui permettraient d'organiser au mieux la vie des réfugiés. Elle a choisi de laisser se dégrader la situation dans les centres pour décourager les réfugiés et les obliger à regagner Basse-Terre de leur propre gré. Elle compte aussi sur les divisions qui peuvent exister entre les réfugiés et la population d'accueil».

Le comité des réfugiés signale d'autres aspects de cette politique délibérée de l'administration :

«Depuis deux mois les médicaments n'existent pas dans le centre et les produits d'entretiens sont servis au compte-gouttes. Les sanitaires ne sont pas réparés (...), ce qui risque à la longue de créer des problèmes d'infection très graves». Il soulève aussi le problème de l'emploi :

«Ceux qui ont pu travailler dans le fond de chômage n'ont pas été payés jusqu'ici. Il est inadmissible que ceux qui travaillent perçoivent leur salaire en retard».

Tels sont les problèmes auxquels se heurtent les réfugiés. Et à leur mécontentement l'administration répond par la force et l'intimidation policière. Les réfugiés proclament leur volonté de lutter pour faire respecter leurs droits et leur dignité. Ils concluent : «Nous faisons appel au soutien de la population et des travailleurs du Lamentin pour exiger :

- UNE MEILLEURE ORGANISATION DU TRAVAIL DES AGENTS DE LA CUISINE QUE NOUS SOMMES PRETS A SOUTENIR
- UNE RATION ALIMENTAIRE EN QUANTITE SUFFISANTE ET DE MEILLEURE QUALITE
- AUCUNE SUPPRESSION DES REPAS
- DES PRODUITS D'ENTRETIEN ET DES MEDICAMENTS
- LE PAIEMENT IMMEDIAT DES JOURS DE TRAVAIL ».

les centres d'hébergement : une illustration de l'imprévoyance de l'administration préfectorale

01 - 09 - 76

Combat Ouvrier
mensuel
N° 65

Suite aux manifestations de la Soufrière et à l'évacuation d'une partie de la Basse-Terre, 20 000 personnes se sont retrouvées dans les écoles des communes d'accueil baptisées «centres d'hébergement».

Mais en fait d'hébergement, il s'agit plutôt d'un entassement des sinistrés les uns sur les autres dans des locaux scolaires souvent vétustes, sans sanitaires, sans douches et parfois même sans eau courante et électricité.

En outre, dans la majorité des cas, c'est à leur arrivée dans les centres que les réfugiés durent eux-mêmes tout installer : lits, quand il y en avait, matelas et autre matériel de couchage. Pourtant, il y avait, paraît-il depuis plusieurs mois, un plan ORSEC mis sur pied, où tout avait été prévu.

comment voyions- nous le problème de la sécurité

A plusieurs reprises nous avons attiré l'attention des travailleurs sur la nécessité d'organiser eux-mêmes leur propre sécurité.

Fort heureusement, la situation ne s'est pas aggravée au point où les travailleurs auraient eu à prendre en main la responsabilité d'une telle intervention.

Si cela avait été le cas, si éruption il y avait eu, ce problème aurait été majeur. Il aurait des prolongements dans l'organisation matérielle de la vie même de la collectivité des réfugiés.

La ligne développée dans l'article ci-dessous n'est pas restée lettre de journal. Elle a connu un début de réalisation, par l'intervention de nos camarades dans les centres de réfugiés de Lamentin et Sainte-Rose, puis dans une moindre mesure à Baie-Mahault.

organisons notre sécurité !

19 - 10 - 76
 Combat Ouvrier
 mensuel
 N° 67

Que la préfecture autorise la population à pénétrer et à vivre dans une partie de la zone, soit. Cela peut se concevoir, mais, qu'elle n'ait pris aucune mesure de sécurité sérieuse, cela est tout simplement criminel. Et, ce n'est certainement pas la venue d'un général pour installer des sirènes dans la région de Capesterre, en survolant la région... en avion ! qui changera quelque chose.

C'est un véritable plan d'ensemble de la sécurité dans toute la région, détaillé et efficace qu'il faudrait mettre sur pied, en y associant la population elle-même. Mais, actuellement, au moment où l'on s'apprête à faire revenir la population scolaire à Capesterre rien de tout cela n'est fait, même pas envisagé.

Quels moyens de transport sont prévus, en cas d'évacuation immédiate ? Les points de repli sont-ils prévus ? Quelles dispositions sérieuses ont été prises en cas d'alerte pendant les heures de classe ? Y a-t-il une organisation par quartier, par hameau ? Où les sirènes vont-elles être placées ? Sont-elles en nombre suffisant ? Est-il prévu des exercices d'alerte pour toute la population ? Dans quelles conditions doivent-ils se dérouler ? Est-il prévu une éducation de la population sur les questions volcaniques ? Voilà autant de questions actuellement en suspens et la liste pourrait s'allonger. En cas de danger actuellement, c'est à une effroyable pagaille que l'on risque d'assister.

Cependant, si l'administration coloniale qui comme son gouvernement a la manie du secret ou de la conspiration, ne dévoile pas son plan, à la population de lui en imposer un, en s'organisant elle-même.

En effet, compter sur une administration aussi désinvolte et incapable peut être très dangereux pour la population. C'est pourquoi, il est urgent qu'elle crée des comités de quartier, élise des responsables en son sein à tous les niveaux, qu'elle compte sur ses ressources propres : dénombrer les véhicules à deux ou à quatre roues, camionnettes, contrôler l'installation des sirènes ou les installer elle-même, contrôler ou rechercher les zones de repli à l'abri du volcan, vers Goyave et Petit-Bourg, installer des baraquements de refuge, etc...

Dans le même temps, il faut aussi que la population intervienne au Conseil Municipal et contrôle tous les organismes techniques et administratifs chargés des problèmes liés à la menace du volcan. La population doit avoir ses propres représentants à tous les niveaux.

Ce ne sont pas les promesses mirobolantes d'un préfet, mais seule l'organisation populaire qui permet d'avoir le maximum de garantie quant à sa propre sécurité.

la rentrée scolaire: l'administration coloniale s'y est distinguée

La rentrée scolaire est traditionnellement désastreuse en Guadeloupe. Les conditions particulières de cette année, du fait de l'incurie de l'administration l'ont transformée en une véritable pagaille.

Le problème qui se posait était celui de la scolarisation en Grande-Terre de tous les élèves de la zone évacuée, la plupart des établissements scolaires étant occupés par les réfugiés.

Le 15 septembre, date à laquelle, envers et contre tout, le gouvernement avait maintenu la rentrée, la plupart des établissements n'étaient pas en mesure de fonctionner : manque de locaux, enseignants non encore affectés, emplois du temps non faits. Des milliers d'élèves ne savaient pas encore où ils étaient inscrits et souvent ils ne l'étaient pas.

les tentes et le travail à mi - temps

Le travail sous les tentes et un système de travail à mi-temps devaient selon le gouvernement permettre d'assurer une bonne rentrée...

Dans bon nombre d'écoles, les tentes se sont avérées trop petites. Bien souvent elles furent mal disposées, en plein soleil ou dans la boue. Une chaleur étouffante y

régnait. Des enseignants refusèrent de travailler dans de telles conditions et bon nombre de parents d'élèves, ceux de Baie-Mahaut par exemple, s'opposèrent aussi à une telle solution. Bref, bien qu'à certains endroits favorisés par le climat et l'ombre, les tentes purent être fonctionnelles, cette solution ne fut pas la panacée promise par le gouvernement.

Quant au travail à mi-temps dont tout à coup le ministre de l'éducation nationale, Haby, découvrait les vertus, il fut organisé de façon tout aussi anarchique. L'exemple des élèves du Lycée Baimbridge est particulièrement frappant : quittant le lycée à 19 h ils devaient revenir le lendemain à 7 h pour suivre 5 h de cours d'affilée. Le cas des élèves réfugiés, devant regagner le soir le Lamentin ou un autre centre éloigné, avec tous les problèmes de transport et la fatigue d'un tel rythme était tout simplement révoltant. Il n'était pas rare d'en voir sur les routes à une heure avancée de la soirée, «faire du stop» pour regagner Sainte-Anne, le Lamentin, Sainte-Rose ou une autre commune.

Les retards et les absences furent donc la règle chez les élèves.

Aucun pronostic sérieux ne peut être avancé...

« La situation est sérieuse »
par le professeur Allègre

Avec un matériel de haute précision
164 pompiers prêts à intervenir 24h sur 24

DES SECOURS POUR LES RÉFUGIÉS
• 4.000 lits
• 12.000 sacs de couchage
• 11.000 couvertures

Les pompiers de Paris étaient venus prêter main-forte contre la Soufrière !

Il faut ajouter à cela la fermeture des internats et des cantines qui ne pouvaient fonctionner pour les élèves. Le scandale des pompiers de Paris occupant l'internat de Baimbridge est encore dans toutes les mémoires.

Vouloir, comme le gouvernement colonial, abriter dans le même établissement scolaire : 3 lycées, un CET, les bureaux de la préfecture, les pompiers de Paris et assurer une bonne rentrée scolaire, c'était chercher à résoudre la quadrature du cercle. Il fallait que quelqu'un en pâtisse. Ce furent les élèves. La rentrée scolaire de septembre fut donc un échec du gouvernement. Il fallut attendre novembre et même décembre pour que les classes se tiennent d'une façon à peu près correcte.

l'attitude du gouvernement

Face au mécontentement général et aux protestations syndicales, le gouvernement persistait à se féliciter de la bonne marche des choses.

Les représentants du pouvoir colonial se lancèrent dans un véritable délire verbal de promesses en tout genre. On promit tout : locaux, classes légères, noyaux de CES, création de postes, transport d'élèves, construction de cases et de logements pour les réfugiés afin de dégager les écoles...

Le ministre Haby arriva en Guadeloupe le 23 septembre pour quelques heures et promit tout cela. Il annonça l'arrivée de 300 structures démontables échelonnées sur un mois et demi, il promit aussi l'augmentation des bourses d'études et du nombre des bénéficiaires. Le tiers des classes promises arriva. Quant aux bourses les élèves les attendent toujours.

retour dans la zone «dangereuse»

A partir de novembre, un premier retour s'opéra dans certaines communes évacuées. D'abord à Capesterre et Vieux-Habitants, ensuite à Trois-Rivières. Il fallut donc organiser une nouvelle rentrée scolaire. Certains établissements ne purent fonctionner réellement qu'au mois de décembre car bon nombre de familles réfugiées hésitaient encore à rentrer et les problèmes de sécurité ne sont toujours pas résolus.

En janvier, les élèves et les enseignants de Basse-Terre - Saint-Claude sont

retournés dans leurs établissements d'origine. Cela n'a pas manqué de poser de multiples problèmes.

En fait, l'année scolaire 76 - 77 sera pour les élèves une année fortement compromise sur le plan scolaire. Ces multiples mouvements et les problèmes sociaux et familiaux qu'ils posent auront des conséquences graves sur les études de milliers d'élèves. La Soufrière a bon dos ! En fait l'imprévoyance et l'incohérence de la politique gouvernementale seront pour une grande part responsables de cette situation.

division entre population d'accueil et réfugiés

Dès la rentrée l'on assistait dans certaines communes à des manifestations d'hostilité à l'égard des personnes réfugiées encore dans les écoles. Dans certains cas, ces manifestations ont failli se transformer en bataille rangée entre certains habitants des communes d'accueil et les réfugiés. Ce fut le cas à Sainte-Rose et à Baie-Mahaut où les parents d'élèves s'en sont violemment pris aux réfugiés et ont voulu les chasser immédiatement des écoles. Il semble que à Goyave, à Sainte-Anne et au Gosier, il y eut aussi des frictions de ce genre. Ces événements étaient prévisibles. Le pouvoir savait lui aussi que ces affrontements étaient une éventualité à ne pas écarter si, à la date de la rentrée, les écoles étaient toujours occupées.

Non seulement le pouvoir n'a rien fait pour éviter une telle situation, mais il l'a délibérément laissé pourrir, entretenant ainsi la division de la population.

A ce propos dans notre bi-hebdomadaire du 2 octobre, nous écrivions :

«La division entre personnes partageant fondamentalement les mêmes intérêts, a toujours été l'arme des colonisateurs. Ils l'ont pendant longtemps utilisée en Afrique et tout récemment en territoire français des Afars et des Issas. Le colonialisme serait heureux de pouvoir en faire autant entre les gens de la Basse-Terre et gens de la Grande-Terre. Ainsi, il lui serait facile de déclarer par la suite que la présence des forces de répression en Guadeloupe était utile pour précisément maintenir l'ordre. Mais il y a aussi ceux, maires de certaines communes d'accueil, qui attisent ou couvrent l'hostilité de leurs électeurs contre les réfugiés. C'est indigne ! Ils ont peur de déplaire à leurs électeurs, car les élections municipales sont proches.»

Capesterre : une rentrée exemplaire !

La rentrée scolaire sur Capesterre fut loin de se faire instantanément à la date prévue par l'administration, c'est-à-dire le 18 octobre. Le 20, alors que (à en croire les chiffres officiels, certainement « gonflés » pour l'occasion) les trois quarts de la population adulte avaient regagné la commune, à peine 50% des enfants avaient rejoint les écoles, dont certaines n'étaient pas encore ouvertes.

Certes, l'une des raisons de ce peu d'empressement était que beaucoup préféraient en toute logique, revenir après les vacances de la Toussaint. Mais, il y avait une autre raison de n'être pas très enthousiaste : les prétendues mesures de sécurité pour l'évacuation rapide des élèves relevaient de la sinistre plaisanterie.

Le plan ORSEC communiqué aux enseignants prévoyait ceci : ils devaient se rendre à pied jusqu'à la plage de Roseau, en compagnie des élèves ; et c'est là qu'ils attendraient les cars destinés à les évacuer. Le tracé d'une piste était prévu, pour éviter le long détour par la route nationale. Mais pour se rendre à Roseau, il faut traverser deux rivières : on promit la construction rapide d'un pont.

A la rentrée des vacances de la Toussaint, rien n'avait été fait, visiblement, on espérait que parents et enseignants du CES et du CET allaient oublier ces « détails ». Ce ne fut, hélas pour l'administration, pas le cas. Le 4 novembre, 300 parents d'élèves et professeurs manifestèrent dans les rues de Capesterre, exigeant l'application des mesures promises.

L'effet ne se fit pas attendre : le jour même la préfecture téléphonait pour annoncer que les travaux de construction du pont allaient commencer : ce qui fut fait le lundi 8.

A trois-Rivières, le plan ORSEC fut lui aussi un tissu de contradiction. Il s'agit d'attendre pendant une heure et demie devant la place de l'église que les cars venus de Pointe-à-Pitre pour certains, mènent les élèves à Vieux-Fort ?

Là les structures d'accueil sont peu nombreuses et réservées à la population scolaire ; les parents devront donc s'y rendre pour repartir ensuite, où ils voudront avec leurs enfants... Le tout devant se faire par une route reliant Vieux-Fort à Trois-Rivières, dont on attend toujours qu'elle soit viable. Mais là, rien n'est entrepris pour l'instant, les réunions entre parents et enseignants n'ayant jusqu'à présent pas abouti à une action concrète.

La conclusion s'impose d'elle-même : seule la mobilisation de la population, telle qu'elle a eu lieu à Capesterre, peut obliger l'administration coloniale à respecter ses engagements.



Capesterre : manifestation de parents et d'enseignants le 5 novembre 1976.

consé- quences économi- ques de l'évacua- tion

L'évacuation tardive, mal ou pas du tout préparée a créé une situation de crise. Les conséquences économiques n'ont pas tardé à se faire sentir.

L'une des catégories sociales qui est la plus durement atteinte est la petite paysannerie de Saint-Claude et Baillif.

Les ouvriers eux ont perdu purement et simplement leurs salaires pendant toute cette période de troubles.

produits maraîchers : introuvables ou trop chers, c'est le système colonial qui en est responsable

17 - 11 - 76

Combat Ouvrier
mensuel
N° 68

Les conséquences de l'évacuation anarchique de la région de Basse-Terre se font chaque jour sentir un peu plus. Les problèmes rencontrés lors de la rentrée scolaire, le chômage forcé de milliers de travailleurs, ont été le prélude à une catastrophe économique aux dimensions incalculables. Les consommateurs sont à l'heure actuelle en train d'en payer les conséquences : hausse des prix et pénuries de certains produits maraîchers. Il est impossible de trouver de la laitue, des carottes, ou des navets sur les marchés de Pointe-à-Pitre et des communes. Quand par bonheur on en trouve, c'est à des prix exorbitants. Ainsi, deux têtes de laitues coûtent actuellement 5 F. Nombreux sont les gens qui, à ce prix, préfèrent ne pas en consommer. Mais il y a mieux : c'est auprès des grands magasins (Prisunic, Escale) que les revendeurs des marchés locaux se ravitaillent en carottes et en navets. Qu'en Guadeloupe, un pays aussi arrosé, on ne puisse pas trouver de la salade et autres produits maraîchers, en grande quantité et à des prix abordables, cela prouve à quel point la production agricole est en crise. Certes, la situation actuelle découle directement de l'arrêt pendant plus d'un mois de toute activité des maraîchers dans les communes de Saint-Claude, Baillif et Vieux-Habitants, principaux fournisseurs en salades et autres produits maraîchers. Mais cela déjà, pouvait être évité, soit en maintenant une certaine activité dans la zone dangereuse avec tous ceux des maraîchers qui le voulaient, soit en mettant à la disposition des maraîchers de la terre dans la zone de repli. Il appartenait à ceux qui nous gouvernent d'en prendre la décision. Ils ne l'ont pas fait. Les victimes en sont à la fois les consommateurs qui payent 5 F deux laitues, et les maraîchers qui sont sans ressources. Mais si on en est arrivé là, c'est essentiellement à cause du système économique et social qui prive de terres et de moyens tous les agriculteurs en mesure de produire. Ce système est tel que les meilleures terres cultivables de la Guadeloupe sont détenues par des sociétés qui les utilisent pour les seules cultures de la canne et de la banane.

Là comme ailleurs, le responsable ce n'est pas la Soufrière mais bien le gouvernement lui-même, qui soutient cette organisation économique.

28 - 07 - 76
Combat Ouvrier
mensuel
N° 64

Les premières manifestations de la Soufrière ont entraîné une véritable désorganisation de la vie économique de la région.

- Si les différents ministres et autres représentants de l'administration se sont empressés d'annoncer des mesures visant à poursuivre le développement de la région de Basse-Terre, entendons par là à assurer aux capitalistes le maintien de leur taux de profit, personne en revanche n'a soufflé mot du paiement des journées perdues par les travailleurs.
- Il n'y a pas de raison qu'ils soient privés de leur salaire, leur seule ressource, pour ces journées de chômage forcé. Si les patrons déclarent ne pas pouvoir payer, et à coup sûr ils le feront, les travailleurs ne doivent en aucune façon se laisser prendre à ces arguments. Les capitalistes recevront à coup sûr des subventions et des aides de toutes sortes de l'administration qui déjà en temps normal se montre fort généreuse à l'égard des riches. Ils n'ont qu'à prendre sur ces subventions pour indemniser leurs salariés.

les conséquences économiques de l'évacuation

L'évacuation de la région de la Basse-Terre, et l'inactivité économique qui en a résulté n'ont pas été sans conséquence.

les conséquences économiques générales

En effet, pendant plusieurs mois, les entreprises commerciales, industrielles et agricoles durent se résigner à fermer leurs portes. Les plus importantes purent, certes après un mois ou deux, se réinstaller en Grande-Terre, sans pour autant retrouver leur niveau d'activité d'avant le 15 août.

Des cliniques privées, elles aussi, durent déménager causant de lourds préjudices à la fois aux malades et aux salariés.

Cet arrêt des activités plaça donc bon nombre de petits entrepreneurs dans des situations difficiles. Certains devaient continuer à faire face à de nombreuses échéances (loyer ou effets de commerce) alors que dans le même temps, ils ne touchaient aucun revenu.

Les pouvoirs publics ne décidèrent aucun moratoire des loyers ou des traites aggravant ainsi la situation financière de

nombreuses petites entreprises et de ceux qui n'avaient pas loué un autre logement en zone d'accueil.

Des agriculteurs ont perdu une partie ou la totalité de leur production agricole. Ils ont perdu des animaux et connu une période de non-production de plus de trois mois. Des petits commerçants eux aussi sont dans ce cas. Leur boutique étant restée fermée pendant tout ce temps, ils n'ont rien vendu et ne peuvent donc pas faire face à leurs échéances. Des familles ont eu des dépenses supplémentaires en loyers, déplacement, déménagement, etc...

Les travailleurs de toutes les branches de l'économie, employés de commerce, des hôpitaux, ouvriers des services publics, dockers, employés de bureaux tous se retrouvèrent du jour au lendemain rangés parmi les chômeurs. Et si certains d'entre eux eurent la possibilité de retrouver dans la région de Pointe-à-Pitre un

emploi similaire ou un simple «dépannage», il n'en fut pas de même pour la majorité. En particulier la situation des travailleurs des plantations fut assez critique. Eparpillés aux quatre coins de la Grande-Terre, on leur fit miroiter la

possibilité de travailler, sous certaines conditions dans la zone dite interdite. Mais ils devaient prendre à leur charge les dépenses de transport. Ce qui, vu le bas niveau des salaires représentait une grosse partie de leurs gains journaliers.

premier bilan

D'après des chiffres publiés par la commission d'étude désignée par le Comité Economique et Social, la situation économique peut être illustrée comme suit.

Outre les secteurs dont nous avons parlé plus haut, les 40 entreprises du bâtiment de la région ont cessé toute activité durant l'alerte et l'évacuation. Elles ont mis au chômage les ouvriers qu'elles utilisaient. Soit près de 80% des 700 travailleurs du bâtiment de la région.

Dans le commerce et l'industrie, ainsi que dans les services en général, il n'y aurait eu que 5% des salariés à retrouver leur emploi en zone d'accueil. Pour les PME (petites entreprises), on estime que 18 d'entre elles ont fermé complètement soit la quasi totalité.

Quand on étudie l'activité portuaire et l'expédition de la banane c'est là encore le même constat de faillite. Une partie de la banane a pu être expédiée par le port de Pointe-à-Pitre. Mais ces expéditions n'ont représenté que moins de la moitié de l'expédition normale.

Pour le tourisme les pertes ont été aussi

importantes. Il faut dire d'ailleurs que les déclarations alarmistes du ministre des colonies n'y ont pas été pour rien. Ne prévoyait-il pas l'évacuation de toute la Guadeloupe ? Dans la zone évacuée 5 hôtels ont fermé et licencié leur personnel. Ailleurs la réduction d'activité a été très importante. Le rapport de la commission citée parle de 13 640 nuitées perdues (pour cause d'annulations) la saison est réduite de 50 % ce qui s'est déjà traduit par la réduction de 90% des transports touristiques. Les répercussions seront d'ailleurs longues à s'estomper étant donné que les voyages s'organisent longtemps à l'avance. Là aussi il y a eu des licenciements : près de 90 emplois supprimés. Sans compter les répercussions sur le petit commerce touristique, sur la restauration etc... Les restaurants auraient vu leurs activités diminuer de moitié durant cette période.

Mais la situation économique s'illustre aussi par le montant des prêts consentis par les organismes bancaires. Ceux-ci auraient sorti près de 500 milliards anciens. Soit pour les particuliers, soit pour des entreprises, pour l'administration ou les communes.

pertes subies par les travailleurs

Pour les travailleurs c'est d'abord le chômage pour tous les premiers jours et même les premières semaines du repli hors de la zone dangereuse. Pendant toute cette période, le préfet Aurousseau qui parle beaucoup ne dira rien du sort des travailleurs ayant perdu leur emploi du fait

d'une décision administrative.

Si l'on se réfère toujours aux chiffres de la Commission citée plus haut on s'aperçoit que les pertes en journées de travail ont été très grandes. Elles correspondent à des salaires se montant à plus de 84

millions de francs actuels. Si on estime le nombre de salariés réguliers dans la région à un chiffre avoisinant les 15 000 c'est plus de 500 F que chaque travailleur a perdu pendant ces mois de déplacement imposé par une politique coloniale stupide et à courte vue.

Bien sûr ces chiffres sont une estimation approximative et méritent certainement des correctifs. Mais dans l'ensemble ils reflètent la réalité. De son côté, le rapport du Conseil régional estimait que deux mois après l'évacuation 60 % de la population active restait inemployée.

Pour faire face à cette situation la direction de l'emploi et de la main-d'œuvre interviendra auprès d'un certain nombre d'entreprises, de cliniques privées notamment, pour empêcher des licenciements et imposer la réembauche des employés. Mais c'était sans compter avec les vieilles habitudes. Aucun patron n'a jamais considéré qu'il devait la moindre obéissance à cet organisme qui le plus souvent est à leur dévotion. Il en sera ainsi pendant une période particulièrement grave pour toute la population. Le préfet

réclamait des efforts, des sacrifices, de la compréhension de tout le peuple mais précisément ceux qui ont la fortune et les moyens de production ceux qui «donnent» du travail eux n'estimaient pas devoir répondre à un tel appel. Il ne leur était d'ailleurs pas adressé. Les licenciements se poursuivront sans que rien ni une intervention, ni même une pression réelle des autorités coloniales ne viennent obliger les patrons à les arrêter. Quand Aurousseau et Stirn parlaient d'efforts à faire ou de compréhension c'est uniquement aux travailleurs, aux pauvres qu'ils s'adressaient. C'est à ceux-là qu'on demandait d'accepter la situation.

Pendant des semaines, pour répondre à un mécontentement latent, la Préfecture va parler —une fois encore— de chantiers de chômage, mais uniquement pour certaines catégories de travailleurs.

En fait, le nombre de gens qui eurent accès à ces chantiers de chômage fut extrêmement restreint. Et encore durent-ils bien souvent se battre pour toucher leur maigre paye.



Comment pourront-ils s'y retrouver après les événements ?

volcano-démagogie! quand Stirn et Aurousseau reniflent l'odeur du soufre ou l'équipée scientifique

Au mois de mars 1976, lors des premières manifestations importantes de la Soufrière, Haroun Tazieff dénonçait le manque de matériel de surveillance du volcan. Le gouvernement promit alors d'envoyer les appareils nécessaires.

Au mois de juillet, Michel Feuillard, directeur du laboratoire de physique du globe en Guadeloupe, nous apprenait qu'il n'avait toujours rien reçu et qu'il était obligé de suivre les faits au jour le jour, comme tout un chacun.

Olivier Stirn, le ministre des colonies, affirma, des trémolos dans la voix, que les crédits seraient accordés «le plus vite

possible». Nous étions alors le 10 juillet, donc deux jours après une importante projection de cendres, quatre mois après les premières manifestations volcaniques.

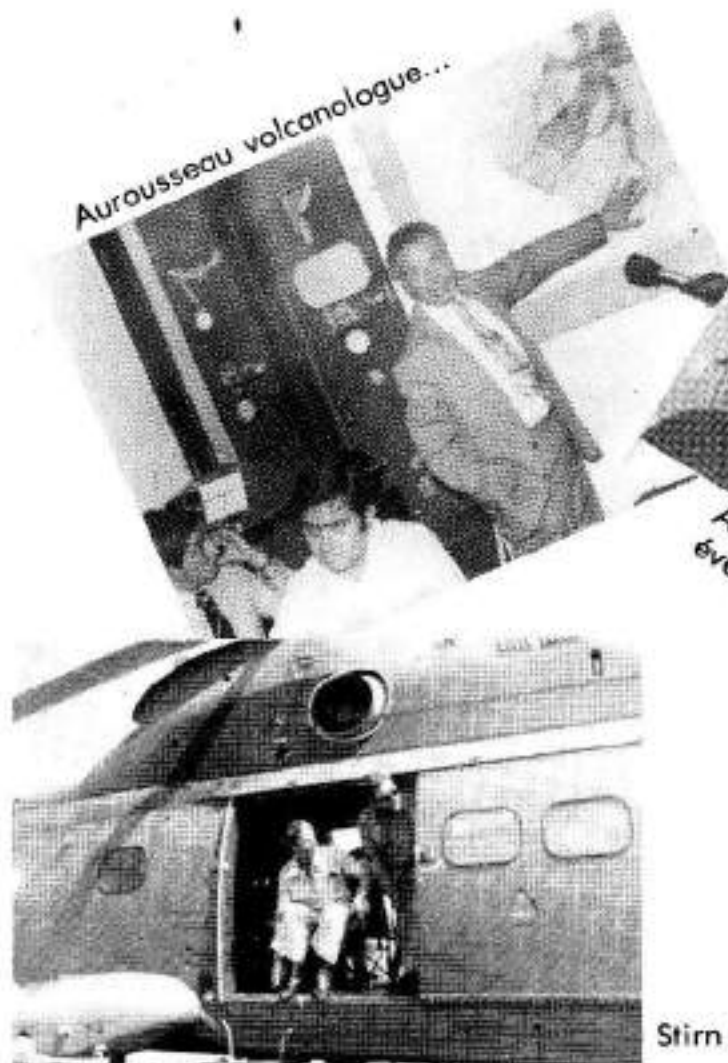
Le gouvernement a voulu tranquilliser la population en lui faisant miroiter l'octroi de crédits et de matériel moderne.

En réalité, rien de sérieux n'avait été fait jusqu'alors en matière de surveillance du volcan et de sécurité des habitants. Pas de matériel, un seul spécialiste sur le terrain, Michel Feuillard.

Quelques jours plus tard, les volcanologues des Antilles et ceux venus de

Stirn, Aurousseau : amuser la galerie !

Aurousseau volcanologue...



Aurousseau et Brousse accablés par les événements.

Stirn explorateur !

France dont Tazieff avec un premier contingent de matériel, parvenaient à la conclusion, après quelques heures d'observation et de travaux, qu'il n'y avait pas de danger d'éruption violente.

Le matériel resta, paraît-il, sur place et le gouvernement encore une fois, promit à la hâte que des crédits seraient votés pour améliorer le fonctionnement du laboratoire de physique du globe.

Entre temps, une bonne partie de la population, après la projection spectaculaire de cendres dans toute la région de Baillif à Gourbeyre, avait évacué rapidement. L'angoisse s'était emparé de milliers de travailleurs, de pauvres, sans

ressources, ne sachant que faire. La légèreté, ou plutôt l'insouciance criminelle, avec laquelle le pouvoir colonial avait agi en ce qui concerne la sécurité de la population, avait fait naître un élément d'incertitude, de méfiance, même vis-à-vis des scientifiques comme Tazieff, dont certains se demandaient sur quoi se fondait son optimisme.

Ce n'est vraiment qu'à partir du 15 août que le volcan fut plus sérieusement surveillé. L'équipement en sismographes fut complété par la mise en place d'autres appareils perfectionnés et une équipe de scientifiques fut constituée au Fort-Saint-Charles, transformé pour la circonstance en laboratoire.

Il a donc fallu le fameux « nous courons à la catastrophe » du professeur Brousse pour que l'administration coloniale prenne hâtivement quelques mesures de surveillance du volcan.

Et alors, elle pécha — non plus par insouciance comme elle l'avait fait jusqu'ici — mais par exagération. Par son attitude, elle permit une dramatisation considérable des événements. Perdant tout sens critique, oubliant les recommandations précédentes de Tazieff (en juillet), rejetant le point de vue plus mesuré des scientifiques liés à Tazieff, le préfet Aourousseau et le ministre Stirn ne voudront plus qu'une chose : réaliser en Guadeloupe ce qu'il appelleront « une première mondiale ».

C'est finalement bien à partir du climat d'incertitude régnant depuis le début, que tout le reste du scénario s'est monté.

Car le pouvoir, sachant lui-même qu'il n'avait pas pris à temps les mesures de surveillance et d'étude du volcan, a été plutôt enclin à accorder crédit aux propos les plus alarmistes.

Il fallut dès lors trois mois et une bataille incessante des gens les plus sensés en Guadeloupe et de l'équipe de Tazieff, pour revenir à une attitude plus consciente et plus raisonnable.

Il faut ajouter que l'atmosphère régnant dans la région Basse-Terre-Saint-Claude, ne laissera pas indifférents les savants eux-mêmes. Ni Brousse ni Feuillard au début d'août ne pourront échapper à la contagion de la panique.

Mais le problème n'est pas que savants et autorités politiques aient cru en la gravité d'une éruption dont Tazieff avait — s'appuyant sur une vaste expérience — affirmé qu'elle ne pouvait pas surprendre, même si elle devait jamais s'aggraver. Ce

qui est en cause, c'est la méthode suivie, la politique qui fut, dans cette affaire, celle du gouvernement colonial.

Quand on reprend le fil des événements, on s'aperçoit qu'en fin de compte, le volcan a commencé à être bien étudié sur toutes les coutures, à partir du 14 août. Les propos de Brousse ont eu au moins cet effet bénéfique, c'est qu'ils ont obligé l'administration — l'affaire devenant la « une » de l'actualité internationale pendant quelques temps — à se montrer plus sérieux vis-à-vis de la Soufrière.

Il fallut environ 4 à 6 semaines d'études, de discussions, d'observations approfondies, face à une panoplie plus large d'instruments de mesure pour dégager enfin des conclusions plus fiables sur les mesures de sécurité à prendre.

Et ces conclusions finalement donnèrent raison non pas aux savants choisis par la Préfecture, Brousse-Allègre, mais à l'équipe de Tazieff.

On peut donc affirmer que ce qui a été fait en 6 semaines, en août et septembre, aurait pu être fait entre mars et août.

Du même coup les controverses scientifiques qui se sont déroulées à chaud en août-septembre, auraient eu lieu avant. La commission internationale d'experts aurait pu se réunir avant. L'éducation de la population se serait faite avant et aurait permis de changer le climat. La propagande alarmiste, stupide, menée par la radio et la télévision n'aurait eu aucune raison d'être ni aucun prétexte pour s'exercer.

Ainsi on aurait évité cette catastrophe économique, sociale et morale que la préfecture et le gouvernement français ont imposée aux 72 000 habitants de la région Basse-Terrienne.

plus jamais ça ? la réponse dépend de nous

Après avoir vu la mécanique qui a engendré l'enchaînement d'erreurs, de faux-pas et de stupidités en tout genre, il faut revenir à la responsabilité politique de toute cette aventure orchestrée brillamment par un préfet quelque peu prestidigitateur — ou escamoteur — et un ministre qui prenait ses directives directement de l'Elysée.

Comment éviter à l'avenir que de tels faits se reproduisent ?

La réponse se trouve dans l'explication même des causes de ces événements.

L'attitude de la préfecture ne peut s'expliquer que par la nécessité où elle était de se rattraper après avoir péché par incurie coloniale. Elle va tenter de se rattraper en gonflant démesurément les événements. Elle va se faire passer démagogiquement aux yeux de l'opinion locale et mondiale comme une administration très attentionnée envers les Guadeloupéens.

Oh ! bien sûr, le danger, la préfecture ne l'a pas imaginé ! Il était bien réel, quels qu'aient pu être son ampleur ou les risques réels encourus par la population. Il y avait de toute évidence quelque chose à faire.

Mais précisément il ne s'agissait surtout pas d'aller dans le sens de la panique ou de la passivité. Il ne s'agissait pas de gonfler ces risques et de faire croire à la population que la seule solution consistait en une évacuation massive non mesurée. Evacuation qui avait le mérite de remettre le sort de toute la population évacuée aux mains de la préfecture.

Une autre politique était possible. Que la population prenne son sort en main elle-même, qu'elle contribue elle aussi à la surveillance du volcan, qu'elle organise l'activité professionnelle en zone dangereuse, etc... Tout cela était possible. Mais cela réclamait une direction. Et cette direction elle ne pouvait venir du pouvoir colonial, de la préfecture. Car pour organiser une telle action et conduire une

population à réagir en adulte responsable en face des événements qui menacent sa sécurité ou sa vie, il faut un pouvoir qui ait tissé avec la population d'autres liens que ceux qui existent entre les Guadeloupéens et le pouvoir colonial. De tels rapports démocratiques fondés sur la confiance réciproque ne peuvent exister entre colonisateurs et colonisés.

L'incapacité du pouvoir colonial à n'organiser d'autre action que cette grotesque évacuation d'août 1976 est sociale. La préfecture représente socialement d'autres intérêts, d'autres préoccupations que celles de la population. Elle est là pour protéger l'ordre colonial. Elle ne pouvait susciter ni enthousiasme créateur, ni déploiement d'imagination dans les masses pour faire face à une situation exceptionnelle. Elle ne pouvait que manœuvrer mesquinement pour tenter de sauver la face du colonialisme dans cette méchante affaire.

Et en l'occurrence la personnalisation

du pouvoir par Aurousseau, hâbleur et redondant, habile autant qu'un charlatan à transformer les faits et à faire vivre d'espoir, cet Aurousseau multiforme, homme-orchestre en cette période troublée était bien à l'image du colonialisme sénile et décadent mais roublard qui gouverne ici.

Mais plus grave est le fait que ce colonialisme fera preuve en d'autres occasions de la même incapacité sociale. Car quels que soient les événements politiques, économiques ou cataclysmes naturels, les différences de classes ne disparaissent pas à ces moments là. Le pouvoir habituellement au service des riches, continue de l'être en face d'événements extraordinaires. Et son action ne peut qu'être, dans la plupart des cas, défavorable aux travailleurs, à la population travailleuse.

C'est de cela qu'il faut aujourd'hui prendre conscience au travers des événements de la Soufrière.

peut-on prévoir les éruptions?

Une question se pose devant les menaces que font courir aux populations les volcans des régions habitées : est-il possible actuellement pour la science de prévoir les éruptions ?

Cette prévision est importante, puisqu'elle permettrait de juger avec plus ou moins de certitude de la gravité du danger encouru.

En cas d'éruption ou de regain d'activité d'un volcan, deux attitudes sont possibles : vivre et travailler dans la région menacée, tout en prenant certaines précautions, ou bien évacuer complètement la région. Dans les deux cas, il y a soit des risques à prendre, soit des inconvénients graves à subir. Dans le premier cas, une erreur d'appréciation peut conduire à la mort, de ceux qui seraient restés dans la région menacée. Et il peut alors s'agir de catastrophe humaine de l'ordre de plusieurs milliers de victimes. Il en fut ainsi à Saint-Pierre en Martinique en 1902. Là, on avait sur la base de certains renseignements, là aussi fournis par les responsables désignés arbitrairement par le gouvernement français, minimisé les risques, dissuadé et même empêché par la

force la population de quitter la région.

Dans l'autre cas, si on met à l'abri sans qu'il y ait réellement danger, on va cette fois au devant de graves ennuis économiques. Une évacuation est coûteuse pour la population. Et cet aspect économique est à prendre en considération dans une société où tout se chiffre et se calcule, où les pauvres, les plus démunis sont toujours ceux qui souffrent le plus de ces catastrophes. Malheureusement, cet aspect des choses est une conséquence de ce qu'est notre société d'aujourd'hui. Une évacuation inconsidérée, cela signifie des pertes énormes pour les populations, des souffrances importantes, des problèmes matériels et moraux extrêmement graves. C'est ce qui s'est passé cette fois en Guadeloupe. L'administration, se fondant sur les appréciations de responsables scientifiques qu'elle avait, là aussi, désignés de façon arbitraire a poussé toute la population à l'exode et l'a véritablement traumatisée en grossissant le danger.

Pouvait-on éviter ces deux erreurs, celle de Saint-Pierre et celle inverse de la Soufrière ? Sans doute oui.

Mais pour cela il aurait fallu que la

population ait été bien informée dans les deux cas.

De même, le choix des scientifiques destinés à surveiller les phénomènes et à alerter la population aurait dû être placé sous le contrôle de celle-ci. Prises de cette façon, ces mesures auraient permis d'atténuer toute erreur provenant de l'imprécision actuelle de la volcanologie.

Celle-ci n'atteint pas la rigueur d'une science exacte. Il y a dans la volcanologie une part de sciences chimiques ou physiques ou même mathématiques (statistiques), et une part d'interprétation qui dépend de la compétence et de l'expérience des volcanologues qui interprètent ces mesures. Bien sûr, les données et les renseignements arrachés au volcan peuvent être plus ou moins précis. Soit parce qu'à l'instar de tout phénomène naturel, il n'y a pas en ce qui concerne les volcans de faits ou de phénomènes parfaits rentrant d'une façon claire dans telle ou telle catégorie, soit parce que la précision et la fiabilité des instruments de mesure laissent à désirer. Les deux aspects s'ajoutant d'ailleurs le plus souvent comme dans toute appréciation de phénomènes naturels.

La situation des scientifiques de la terre n'est finalement pas très différente de celle des médecins devant les malades. La médecine progresse tant avec le perfectionnement des instruments, perfectionnement lui-même lié au progrès général des sciences — physiques en particulier — qu'avec l'amélioration de la compétence des médecins. Et quelle que soit la qualité des instruments utilisés pour renseigner les médecins, il reste que l'interprétation finale dépend beaucoup du médecin. Le progrès de la technique étant là pour — et c'est beaucoup, évidemment — limiter le plus possible les risques d'erreur dans l'interprétation.

La volcanologie est une science infiniment plus retardataire que la médecine,

et bien plus jeune au sens où ses normes ne sont établies ou ne s'établissent que depuis 20 ans. A vrai dire depuis que la technique moderne permet d'en savoir plus long sur ce qui se passe dans les entrailles de la terre.

Les techniques qui permettent de se faire une idée approchant d'une certaine précision sur l'état d'un volcan en activité, sont diverses. Les volcanologues constituent des équipes comprenant des scientifiques appartenant à plusieurs disciplines : chimistes qui analysent les gaz, pétrographes qui étudient les minéraux, les roches, sismologues pour les tremblements de terre liés à l'activité du volcan, géochimistes, géologues de différentes spécialisations, ingénieurs de différents types, etc... et d'autres techniques qui peuvent être liées à l'observation des phénomènes naturels. Mais tous les géologues, tous ceux qui étudient les sciences de la terre doivent être aussi des hommes qui vont sur le terrain. De même qu'un médecin ne peut soigner un malade uniquement en interprétant des données sur celui-ci sans le voir, le toucher, lui parler, interroger son entourage, de même les volcanologues ne peuvent être simplement des gens qui lisent des courbes ou des rapports sans avoir une vaste expérience des phénomènes volcanologiques. Il s'agit d'une science qui reste du domaine de la science naturelle et comme telle elle nécessite une grande part d'observation sur le vif, sur le milieu même où se déroulent les phénomènes à étudier.

Dans le domaine de la technique, la volcanologie souffre d'un grand retard. Même si par rapport à l'Antiquité, époque reculée où Empédocle et Pline ne pouvaient se servir que de leurs yeux ou de leur nez — ce qui leur coûta cher à tous les deux, puisqu'ils périrent sur les flancs, l'un du Vésuve, l'autre de l'Etna — il y a eu des progrès. Ceux-ci sont extrêmement lents. Car certaines branches de la science n'ont le bonheur de progresser que dans la mesure où leur utilité immédiate permet la

rentabilisation immédiate. Rentabilisation au sens capitaliste évidemment, au sens de profits à réaliser. Or pour l'instant l'utilité de la volcanologie n'apparaît pas, sauf pour donner des renseignements à quelques populations —en général pauvres— qui vivent sur les flancs des volcans le plus souvent situés dans des contrées éloignées des grandes métropoles capitalistes. Ou alors, et c'est là un argument qui n'a jamais eu gain de cause dans la société capitaliste, la volcanologie répond à un simple besoin d'explorer, de connaître, celui de faire reculer l'ignorance des phénomènes naturels.

Ces deux séries d'arguments en faveur de la volcanologie ne pèsent pas lourd dans notre société dominée par l'appât du gain et la soif du profit.

La volcanologie progresse donc cahin-caha en fonction de la bonne volonté de ceux qui s'y consacrent ou grâce aux miettes qui tombent des crédits destinés à d'autres recherches. Elle progresse parce que certains pays, l'URSS ou le Japon, sont tenus de s'y intéresser, ayant sur leur territoire, et dans des zones habitées, des volcans extrêmement dangereux.

Mais cette branche des sciences de la terre n'avance pas aussi vite que celles qui conduisent à la découverte de pétrole ou autres minerais, qui représentent des sommes colossales à gagner. L'enjeu est autrement plus important que dans les autres branches de la géologie.

Les moyens en hommes, en matériel et en technique de pointe y sont infiniment plus importants que dans la volcanologie.

C'est H. Tazieff qui écrit :

«Prédire avec certitude le déroulement d'une éruption est impossible, le prédire avec un taux de probabilité pratiquement acceptable est difficile : comme tous les phénomènes naturels, celui-ci est complexe et oppose à ceux qui l'étudient la

multiplicité des facteurs qui le conditionnent et dont l'homme ne peut guère appréhender que quelques-uns.

L'exemple de la météo est significatif à cet égard : pourquoi, malgré les énormes moyens —budgets, chercheurs, instrumentation— mis en œuvre la prévision du temps demeure-t-elle aussi incertaine, alors que les investigations se font dans la transparence et l'omni-accessibilité de l'atmosphère ? Simplement parce que les météorologues ne peuvent mesurer qu'un petit nombre de paramètres qui conditionnent le temps et sont obligés d'en négliger d'autres qui, néanmoins, influent sur les processus météorologiques.

Imaginez alors les difficultés opposées aux volcanologues : ils ont affaire à un phénomène engendré et mûri au sein des profondeurs opaques et inaccessibles de la planète ; ils ne disposent pas pour résoudre ce formidable problème, du millionième des moyens mis au service de la météo...

Il n'en demeure pas moins qu'une prévision volcanologique à probabilité acceptable, du moins à échéance relativement brève, est assez souvent possible, pour peu que l'on dispose des connaissances nécessaires et que les circonstances s'y prêtent.

Ainsi, depuis près de trente ans que je me consacre à l'étude des éruptions, ai-je eu, par onze fois, à répondre à l'interrogation d'autorités gouvernementales, inquiètes du devenir d'une éruption en cours ; par onze fois, j'ai eu la possibilité de ne pas me tromper : en 1958 à Faial des Açores, en 1961 pour le Culbuco au Chili, en 1964 pour l'Irazu au Costa-Rica, en 1971 dans les Champs Phlégréens de Pouzzoles, près de Naples, en 1972 pour le Karthala aux Comores, puis pour la Fournaise de la Réunion, en 1973 à Heimaey en Islande et enfin, cette année à quatre reprises en cinq mois, à la Soufrière de la Guadeloupe.

le retour à la normale

Fin novembre une commission scientifique se réunissait à Paris. Par chance, elle comprenait une majorité d'éminents volcanologues. Ceux-ci donnèrent finale-

ment raison à Tazieff et d'une certaine manière, ce fut là un désaveu de la politique pratiquée par le tandem Stirn-Aurousseau.

Nous écrivions à ce sujet les 17 et 20/11 dans le supplément bi-hebdomadaire à notre journal :

- *La fameuse réunion de scientifiques internationaux promise depuis plus de deux mois, se déroule en ce moment...à Paris.*
- *Il ressort clairement de ce que disent ces scientifiques, que des erreurs grossières ont été commises, qu'elles ont été reconnues comme telles depuis plus d'un mois. Mais le gouvernement français refuse d'en tenir compte et prolonge artificiellement cette situation dans des buts inavouables, politiques et économiques.*
- *Nous n'avons pas à juger les savants qui ont fait des erreurs. Mais nous pouvons juger une administration qui a été à la base de l'échafaudage politique conduisant à ces erreurs.*

20 - 11 - 76

Combat Ouvrier
bi-hebdomadaire

- le préfet de la Guadeloupe et son gouvernement ont fait un tort immense aux guadeloupéens par leur conduite irresponsable. Ils veulent étouffer la vérité pour s'en sortir blancs comme le coton. Ils veulent s'abriter derrière une réunion de scientifiques internationaux pour éviter leur propre responsabilité dans cette affaire de la Soufrière.

- La conférence des scientifiques qui s'est déroulée à Paris durant le début de cette semaine a finalement confirmé l'analyse faite par l'équipe d'Haroun Tazieff sur l'évolution du volcan la Soufrière.

- La conférence a conclu qu'il n'y avait pas de risques d'éruption violente mettant en danger la vie des populations. En tout cas une telle éruption avait lieu, on en serait informé par des signes prémonitoires au moins trois jours à l'avance.

Dès lors, le mouvement de retour va s'accroître. La vie reprendra progressivement de Capesterre à Saint-Claude. Mais la population, traumatisée par toute la campagne alarmiste menée pendant trois mois, par un «matraquage» systématique de l'ORTF et de France-Antilles notamment, mettra un certain temps avant de reprendre ses sens.

Depuis, tremors, explosions phréatiques ont continué à se faire sentir avec une fréquence moindre, mais en provoquant tout de même des émissions de cendres.

Cela provoque irritation et parfois

inquiétude, mais en aucun cas, il n'y a eu de panique.

De nouveau, des collectivités humaines sont allées se nicher au flanc du volcan.

Etant donné ce qu'est aujourd'hui la société, ceux qui vivent sur le volcan, n'ont pas d'autre solution que revenir chez eux et recommencer à vivre là, jusqu'à la prochaine manifestation volcanique dangereuse.

Pourtant, nous croyons que l'homme pourrait se dispenser de vivre dans les endroits trop dangereux pour lui.

vivre sur un volcan fatalité ou nécessité ?

Depuis le début du siècle, les éruptions volcaniques ont fait des milliers de victimes sous différentes latitudes. Et pourtant, les régions volcaniques et même les abords immédiats des volcans sont très habités. La Guadeloupe n'échappe pas à la règle. On a vu lors de la dernière alerte qu'il a fallu prendre en considération une zone regroupant 72 000 personnes.

Il est même fréquent que les régions ayant subi une éruption grave voient leur population revenir tout bonnement se réinstaller une fois le danger passé. La ville de Saint-Pierre est rebâtie en Martinique exactement sur les ruines de l'ancienne ville détruite en 1902 par le volcan. Et il en est de même pour celles qui en Italie ont été plusieurs fois détruites ou menacées par leurs volcans.

Pour une partie de ceux qui habitent les flancs des volcans, la douceur du climat ou la présence des sources thermales sont l'attrait principal.

Mais pour la majorité des populations il s'agit bien plutôt d'une nécessité économique. C'est le cas en particulier des agriculteurs. Les terres situées à proximité des volcans sont réputées pour leur fertilité. Elles produisent beaucoup.

Les champs sont nombreux au pied ou sur les flancs des volcans. Car bien évidemment la fertilité des terres entraîne une meilleure récolte et des revenus plus importants. C'est pour cela que des hommes acceptent donc de prendre le risque de subir, tous les dix, vingt ou cinquante ans, une éruption volcanique.

C'est donc bien les conditions sociales de notre société qui poussent là aussi des hommes à prendre des risques pour assurer leur subsistance.

Dans une autre société, où l'organisation sociale sera telle qu'on puisse satisfaire les besoins matériels des hommes sans pour autant maintenir

d'inégalités sociales, dans une société où la satisfaction de ces besoins ne passera pas par l'exercice de professions dangereuses où prendre des risques pour gagner son pain sera une notion rangée aux oubliettes, dans une telle société, on ne vivra pas sur des volcans ou dans des zones particulièrement menacées de tremblements de terre.

Dans cette société, les premières préoccupations seront celles de la protection de la vie et du sort des êtres humains. On n'aura pas besoin de vivre dangereusement pour subsister.

Cependant, reconnaître que la meilleure solution sera dans l'avenir de ne plus vivre dans les régions dangereuses, pour l'heure, ne signifie pas qu'il n'y a dans l'immédiat, rien à y faire.

Les habitants des régions volcaniques doivent au moins obtenir que leur volcan soit surveillé, étudié, de façon à permettre la mise en train efficace d'un plan de sécurité collective en cas d'éruption. Il s'agit d'éviter d'être surpris et de connaître des catastrophes comme celle

de 1902 à Saint-Pierre ou des îles de la Sonde (Mont Lamington en 1951).

Une meilleure surveillance et une connaissance des volcans, liées à une éducation des populations y vivant, permettront aussi d'éviter des «fausses alertes» comme celle que nous venons de vivre. Car si les vies humaines ne sont pas menacées, dans ces cas-là, les conséquences économiques et sociales y sont suffisamment graves pour qu'on veuille les éviter aussi.

Mais il doit être dit et expliqué que la meilleure solution face aux éruptions, sera dans l'avenir, d'éviter de vivre sur les flancs des volcans réputés dangereux. Déterminer les lieux d'habitations les plus sains, les moins exposés à différents types de dangers, sera aussi une des tâches de la prochaine société. Et cela ne voudra pas dire que les hommes perdront pour autant le goût de l'effort ou même du risque dans l'affrontement avec la nature, cela voudra dire simplement que leur vie ne devra pas en dépendre malgré eux ou contre leur gré.

conclusion

Ce qui s'est révélé d'une façon manifeste au cours de ces événements, c'est que l'appartenance de la Guadeloupe à l'ensemble impérialiste français n'était pas un avantage même s'il s'agissait de faire face à une situation exceptionnelle. Situation qui, aux dires des zélés propagandistes du système, aurait dû permettre à l'Etat français de donner toute la mesure de sa bénéfique présence.

A quoi a-t-on assisté, sinon à la multiplication des difficultés par un gouvernement incapable de mobiliser réellement le peuple de la Guadeloupe pour faire face aux événements ? Le représentant du pouvoir colonial, conscient de

l'inaction et de l'incapacité de son gouvernement, a tout simplement remplacé les réalisations pratiques par la magie du verbe.

Bien que la France soit un pays industriel avancé, le gouvernement français n'a rien fait ici au cours de la crise volcanique que nous, petit peuple dans un pays sous-développé et arriéré, n'aurions su faire. Ni au niveau de l'évacuation, ni à celui de la surveillance du volcan. Faire venir ici quelques volcanologues, se munir d'appareils, somme toute, de réalisation relativement simple, tout cela nous aurions pu le réaliser sans les inconvénients ajoutés par l'Administration coloniale.

le gouvernement français incapable de résoudre les problèmes : qu'il cède la place !

09 - 10 - 76

Après avoir promis la construction de 4 000 logements pour accueillir les réfugiés, la préfecture parle aujourd'hui de 1 000 cases qui seraient réparties dans diverses communes d'accueil.

Ainsi, il a fallu plus d'un mois à ceux qui dirigent le pays pour trouver cette solution et encore, il n'est même pas sûr qu'ils la réalisent.

Alors qu'il était possible dès le début des événements de mobiliser tous ceux qui étaient sans travail pour les atteler à cette tâche de construction des structures d'accueil. Mais voilà ; l'administration a une puissante volonté de faire de nous des assistés dont le sort dépend de ce qui vient de France. On a vanté la «solidarité nationale» et finalement on en vient tout bonnement à construire des cases que la plupart des travailleurs guadeloupéens savent bâtir eux-mêmes.

On a voulu nous faire croire que sans la «mère patrie», nous étions perdus.

Mais qu'à donc fait la «mère patrie» que nous n'aurions pu faire nous-mêmes ? Construire des cases ? Transporter les réfugiés de Basse-Terre à la Grande-Terre ? Qui donc l'a fait ? Ce sont des guadeloupéens eux-mêmes.

Oh ! bien sûr, il y a les fameuses tentes qui nous été expédiées de France. Tentes dont personnes finalement ne veut, ni les réfugiés, ni les enseignants pour la bonne raison qu'au

soleil elles sont invivables. Là aussi il ne s'agit donc guère d'une prouesse. De nous-mêmes nous aurions pu trouver des tentes dans n'importe quel pays un tant soit peu développé. L'achat de ces deux cents tentes grand format n'aurait pas été au-dessus des moyens du peuple guadeloupéen.

Et la nourriture gratuite donnée par le gouvernement, nous dira-t-on ? Eh bien ! Y compris dans ce domaine, la politique du gouvernement français a été une politique à courte vue ou volontairement destinée à transformer plusieurs milliers de personnes valides en assistés. Cela afin d'en faire des «bénévoles».

Car là aussi, il y avait une autre politique possible. Tous les réfugiés auraient pu trouver à s'employer dans des tâches utiles à la collectivité : dans l'agriculture, le transport, la garde des enfants, la construction, la pêche, etc... Ils auraient ainsi porté leur contribution à toute la vie collective sociale et économique. Ils n'auraient pas été des assistés.

La politique française, politique d'assistance, politique coloniale, est néfaste.

Bien loin d'être une «aide», notre appartenance à l'ensemble colonial français est un frein pour faire face à nos problèmes. Si le peuple guadeloupéen gouvernait lui-même ce pays, il aurait pu prendre lui-même d'autres dispositions que celles de la préfecture. Il aurait absolument fait mieux face aux problèmes créés par le volcan.

Le comportement des autorités coloniales dans la crise actuelle démontre à l'évidence que celui-ci ne peut résoudre à notre place ces problèmes.

Nous devons nous rendre compte que ce pays, nous devons le diriger nous-mêmes. C'est une responsabilité qui est à notre portée. Nous devons faire tous nos efforts pour nous y préparer consciemment. L'avenir n'appartient pas aux Aurousseau et aux timorés élus guadeloupéens de gauche ou de droite qui l'entourent et lui facilitent la tâche.

L'avenir appartient à ceux qui auront la hardiesse de se battre pour arracher ce pays des griffes du gouvernement français.

Le peuple guadeloupéen, avec à sa tête la classe ouvrière, a intérêt à entreprendre la lutte pour son indépendance. Car plus vite nous nous débarrasserons du carcan colonial, plus vite nous serons à même de faire face aux problèmes du genre de celui que nous connaissons aujourd'hui.

prix 5 F

Supplément à Combat Ouvrier N° 81

Imp. spé L.O.